

Entretien avec Sophie Bessis

Historienne, spécialiste des relations Nord-Sud et de la condition des femmes en Afrique et dans le monde arabe, Sophie Bessis est franco-tunisienne et vit entre Paris et Carthage. Elle est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Les Arabes, les femmes, la liberté* (Albin Michel, 2007), *L'Occident et les autres* (La Découverte, 2000) et *Histoire de la Tunisie de Carthage à nos jours* (Tallandier 2019). Entre les questions de géopolitique, notamment moyen orientale et celles relatives au féminisme, elle ne cesse de porter un regard critique, intelligent et perspicace sur le monde qui nous entoure. Interview

Le lundi 13 octobre 2025, les 20 otages israéliens détenus par le Hamas ont été relâchés. Au même moment, près de 250 prisonniers palestiniens étaient libérés des prisons israéliennes. Ce jour-là, les médias occidentaux se sont pourtant focalisés presque exclusivement sur les victimes du premier camp, en occultant celles, bien plus nombreuses, du second. Peut-on expliquer ce biais à la lumière de la thèse que vous développez dans votre dernier ouvrage, *La civilisation judéo-chrétienne. Anatomie d'une imposture, où vous montrez comment cette notion, apparue dans les années 1980, a fait d'Israël un bastion avancé de l'Occident au cœur de l'Orient ?**

Depuis la riposte israélienne au massacre du 7 octobre, il est évident que la presse mainstream occidentale a érigé le « deux poids, deux mesures » en règle absolue. Concernant les prisonniers palestiniens, on oublie souvent que chacun d'eux a un nom, une famille, une histoire, une douleur. Au moment de l'annonce du cessez-le-feu, même des journaux respectables comme *Le Monde* ont consacré une page entière à la joie des familles d'otages israéliens. Rien, en revanche, sur la joie des familles palestiniennes de Gaza dont les proches venaient d'être libérés. Ce déséquilibre perdure : le traitement différencié de l'information est incontestable — et profondément regrettable.

Pour revenir à l'expression de « civilisation judéo-chrétienne », il faut rappeler que les idéologues du sionisme — ce nationalisme juif apparu à la fin du XIX^e siècle — étaient des intellectuels européens de confession juive, à commencer par le premier d'entre eux, Theodor Herzl, auteur de *L'État des Juifs*. Journaliste viennois, juif mais totalement laïque, Herzl n'hésitait pas à qualifier l'entreprise sioniste de coloniale et écrivait qu'un Etat juif serait « *un avant-poste de la civilisation opposée à la barbarie* ».

Ce fil conducteur n'a jamais cessé d'être brandi. Lorsque, dans les années 1980, l'expression « civilisation judéo-chrétienne » s'est imposée dans le langage courant — même si ses racines savantes sont bien plus anciennes — elle a contribué à rapatrier le judaïsme en Occident, en effaçant sa dimension orientale. Ce glissement idéologique a renforcé la croyance selon laquelle l'État d'Israël serait la pointe avancée de l'Occident en Orient.

Or, par un effet de proximité, bien connu des journalistes, les Israéliens sont désormais perçus comme des Occidentaux, tandis que les Arabes — et les Palestiniens en particulier — restent vus comme des étrangers « douteux », « hostiles » ou « menaçants ». Les premiers suscitent l'empathie médiatique, les seconds la méfiance. Et pourtant, pendant des siècles, le Juif a incarné en Europe l'étranger par excellence, l'archétype de l'Oriental : il représentait la figure même de l'altérité. C'est cette représentation qui a nourri l'antisémitisme et conduit jusqu'à l'extermination de six millions de Juifs par le nazisme.

En Israël même aujourd'hui, les Juifs d'origine orientale, bien qu'ayant été longtemps discriminés, ont fini par adopter le langage et les codes idéologiques de la classe dominante — celle d'origine européenne. L'histoire, on le sait, produit souvent ce type de renversement.

Et pour le comprendre, on peut revenir à Marx, écrivant à propos du prolétariat que les classes dominées adoptent et intériorisent l'idéologie de la classe dominante. Aujourd'hui, la majorité des Israéliens se considèrent comme des Occidentaux. Et les Occidentaux, en retour, les traitent comme tels.

La « juivarabe » que vous êtes, pense-telle qu'une paix soit un jour possible et durable entre les arabes et les juifs de Palestine ?

Non pas en tant que juivarabe mais en tant qu'historienne plutôt, je dirais que vient un moment où les guerres se terminent. Celle-ci — qui est devenue une sorte de guerre de Cent Ans — s'achèvera aussi, d'une manière que je ne connais pas, mais qui prendra la forme d'une paix. J'ai simplement peur, vu mon âge, de ne pas voir ce moment.

Il faut ici tenir compte de deux facteurs essentiels. Les Palestiniens ont montré — y compris à l'occasion de cette tragédie à dimension génocidaire qu'a représenté la guerre menée par Israël à Gaza — qu'ils ne veulent pas, ou ne veulent plus, abandonner leur terre. Ils préfèrent mourir plutôt que partir. Ils ont intériorisé la leçon de la *Nakba* : ils ont quitté leur terre une fois, et en ont été chassés à tout jamais. Ils ne sont pas prêts à vivre une seconde *Nakba* [fait référence à l'expulsion et à l'exode en 1948 d'une grande partie de la population arabe de Palestine].

Aujourd'hui, Palestiniens et Israéliens sont à peu près à égalité démographique, avec un peu plus de six millions de chaque côté. Peut-être que quelques dizaines de milliers de Juifs quitteront ce qui est aujourd'hui Israël, mais la majorité restera. Est-ce injuste ?

Certainement. Mais l'existence de cet Etat ne sera pas le premier fait accompli créé par l'histoire. Et un jour ou l'autre, je ne sais pas quand, ce fait accompli sera réparé d'une manière ou d'une autre. Quelle forme politique prendra cette paix ? Je l'ignore. Je ne crois plus à la solution à deux États — ou alors elle ne pourrait émerger qu'à la suite d'une guerre civile en Israël, car les colons ne partiront pas d'eux-mêmes, et ils sont aujourd'hui près de 800 000 entre la Cisjordanie et Jérusalem-Est. Y aurait-il un Etat binational, une fédération ou une confédération ? Mon souhait, ce serait qu'un jour, il y ait un seul État, du fleuve à la mer, où tous les habitants — dans leur diversité culturelle et religieuse — jouiraient d'une égalité totale, sans suprématie des uns sur les autres.

En mai 2025, ONU Femmes estimait qu'une femme ou une fille était tuée chaque heure à Gaza. En novembre dernier, l'ONU et l'UNICEF affirmaient que près de 70 % des victimes de la guerre étaient des femmes et des enfants. Malgré les valeurs morales supposées de sororité, comment certaines féministes occidentales parviennent-elles à justifier ou à relativiser ce massacre ?

Évidemment, plus un conflit fait de victimes civiles, plus ce sont les femmes et les enfants qui en paient le prix. En Ukraine, c'est différent : il s'agit d'une guerre classique, armée contre armée, et ce sont surtout des hommes qui meurent. En revanche, la guerre menée par Israël à Gaza est une guerre contre les civil.e.s gazaoui.e.s.

Beaucoup de féministes occidentales sont, avant tout, occidentales — avant d'être féministes. J'ai été profondément déçue par certaines d'entre elles, pour lesquelles j'avais la plus grande estime, et qui se sont tues, ont relativisé les faits ou se sont compromises dans des prises de position moralement et politiquement contestables sur cette guerre.

Le mieux qu'elles aient su dire, c'est : « *Israël va trop loin.* ». J'ai eu envie de leur demander : à partir de combien de milliers de morts considère-t-on qu'on va « trop loin » ? Cinquante mille ? Soixante mille ?

[La suite de cet entretien parle du féminisme dans les pays arabes :

<https://medfeminiswiya.net/2025/11/10/sophie-bessis-la-bataille-de-lintime-sera-longue-notamment-dans-les-pays-du-sud/>]